

du projet, et que les autorités fédérales, provinciales et municipales y souscrivent.

En fait, il est difficile de trouver une raison pour s'y opposer, si ce n'est la crainte du gouvernement d'aggraver davantage les déficits budgétaires. Nous ne pouvons espérer qu'une seule chose, et c'est que le gouvernement finira par se rendre compte du bien-fondé d'une proposition à laquelle le Nouveau parti démocratique a déjà souscrit, et qu'il veillera à moderniser nos villes, à en accroître la sécurité et à en faire des lieux où il fait bon vivre pour de nombreux Canadiens.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LES FÉLICITATIONS REÇUES DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

M. Ron Stewart (Simcoe-Sud): Monsieur le Président, je reviens tout juste de la seizième assemblée annuelle du Parlement européen. Avec ses 320 millions de consommateurs et un produit intérieur brut plus élevé que celui des États-Unis, la Communauté économique européenne est le plus important marché du monde.

Malgré qu'ils soient de langue et de culture différentes, grâce au libre-échange, les 12 pays membres de cette communauté ont remporté des succès qui tiennent de la légende dans leurs efforts pour reconstruire l'Europe, au point d'avoir un excédent au titre de la production céréalière. Ces pays songent maintenant à supprimer leurs postes de douane aux frontières.

La Communauté économique européenne est notre deuxième partenaire commercial en importance et lorsque j'ai parlé à ses membres de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, les représentants du Parlement européen ont félicité notre gouvernement de cet exploit.

Quand je leur ai raconté que l'opposition à la Chambre dénonçait cet accord parce qu'elle craint que nous ne perdions notre souveraineté, ils se sont esclaffés: «Y a-t-il un seul de nos gouvernements qui ait sacrifié son pays?» ont-ils demandé. «Avons-nous perdu notre souveraineté?»

Les Allemands, les Italiens, les Irlandais et les Grecs ont-ils perdu leur souveraineté? Bien sûr que non! Ces pays ont créé un marché florissant et de meilleurs emplois grâce au libre-échange, et c'est exactement ce que nous ferons.

Hans-Jurgen Zahorka, l'un des membres les plus respectés du Parlement européen, a félicité notre gouvernement d'avoir réussi à conclure cet accord de libre-échange avec les États-Unis. Il m'a assuré que de nombreuses thèses de doctorat en Allemagne confirmaient que nous avons bien de la chance.

Le libre-échange, c'est la chance qui continue de nous sourire, ce sont de meilleurs emplois et un plus bel avenir pour la prochaine génération. Il est temps maintenant de passer aux actes.

Article 21 du Règlement

[Français]

LES AFFAIRES MUNICIPALES

LE DÉLABREMENT DES INFRASTRUCTURES—ON RÉCLAME L'AIDE FÉDÉRALE

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, les maires des grandes villes canadiennes sont présentement réunis à Halifax pour l'assemblée annuelle de la Fédération canadienne des municipalités.

Ils ont lancé un cri d'alarme au gouvernement fédéral devant l'état de délabrement des infrastructures municipales. Il faut immédiatement 15 milliards de dollars pour remettre ces infrastructures en état. Devant cette somme colossale, les maires imploront Ottawa de les aider.

Le gouvernement Mulroney fait la sourde oreille. Ce programme créerait 60 000 emplois. Je le dis bien: 60 000 emplois. Nous, de l'Opposition officielle, ne laisserons pas tomber les municipalités. J'ai déposé récemment une motion à la Chambre pour appuyer les municipalités dans le renouvellement des infrastructures, et j'ai reçu l'appui de toutes les provinces. Maintenant, ce sont les maires qui veulent notre appui. Le chef de l'opposition (M. Turner) a déjà promis un programme à frais partagés en tiers pour créer ces emplois et du travail chez nous.

Je le dis au gouvernement conservateur: Le Canada a besoin d'un programme d'infrastructures municipales. Cela presse! Les sous-marins, atomiques ou non, cela ne presse pas tant!

* * *

● (1410)

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

LA PROTECTION DE LA COUCHE D'OZONE

M. John Oostrom (Willowdale): Monsieur le Président, les produits chimiques synthétiques et la destruction de l'environnement par l'homme menacent la couche d'ozone de la terre. Au cours des dernières semaines, il y a eu quelques bonnes nouvelles. Les chercheurs brésiliens ont découvert que, chaque année, des incendies détruisant une partie de la forêt tropicale humide de l'Amazone aussi grande que le sud de l'Ontario auront un effet désastreux sur la vie puisqu'ils réduisent la couche d'ozone. Le Brésil a reconnu l'importance de l'Amazone pour le monde et nous espérons que des mesures seront prises.

Le Canada a décidé d'interdire toutes les utilisations non essentielles des produits chimiques qui endommagent la couche d'ozone. Il convient de féliciter le ministre de son intervention vigoureuse, qui va au-delà des 50 p. 100 convenus par les pays réunis à Montréal en septembre dernier. Au fur et à mesure que les nations comprendront la catastrophe qui s'annonce, je suis confiant qu'elles suivront l'exemple du Canada en prenant des mesures pour stopper la destruction de la couche d'ozone.